L'hebDO des socialistes

Numéro spécial 12 pages

Convention nationale
EXTRAITS D'INTERVENTIONS
Page 3 à 11

Outil militant
LA ROCHELLE - BULLETIN D'INSCRIPTION
Page 12

" S'ouvrir et faire revivre la démocratie dans notre pays "



N°579
DU 10 AU 16 JUILLET
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 – Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LE PUBLICATION • David Assouline • **RÉDACTRICE EN CHEF** Stéphanie Platat (76 32) • **PHOTO** Philippe Grangeaud (76 00) • **MAQUETTE** Florent Chagnon (79 44) • **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 0114P11223 • **ISSN** 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communication, tiré à 24 300 exemplaires

Extrait de l'intervention de Martine Aubry lors de la Convention du 3 juillet

« Mes cher-es camarades,

J'aimerais me concentrer sur trois choses. Évidemment la nécessaire rénovation de notre parti qui est engagée. Notre contribution à la rénovation de l'esprit public. L'esprit public, c'est finalement faire en sorte de contrecarrer la République qu'abîme aujourd'hui la droite, c'est vraiment cela le sujet. Et puis comment ne pas dire quelques mots sur notre inquiétude sur la situation économique et sociale de notre pays, qui n'est pas sorti de la crise et que les politiques actuelles risquent de maintenir, voire d'affaiblir encore dans cette crise.

La rénovation, c'est évidemment l'enjeu de ce samedi. Nous sommes réunis pour adopter ces nouvelles règles. C'est bien mais ce n'est qu'un début. Tout restera à faire à partir d'aujourd'hui, et ce sont les militants et la force de ces militants et des élus du Parti socialiste, qui doit conduire dans les faits notre rénovation. Les Français verront alors que nous n'avons pas fait qu'un discours mais que nous nous sommes ouverts à eux, comme le sont, dans nos quartiers, dans les manifestations, devant les entreprises, nos élus et bien sûr nos militants.

C'est un nouveau pacte démocratique que nous proposons aux Français. La rénovation, pour nous, c'est une exigence de la démocratie française. Dans le fond, le Parti

Suite du discours p.2

L'AGENDA

17 juillet
▶ *Culture*
30e Rencontres d'Avignon organisées par le Secrétariat national à la culture et la FNESR de 9h30 à 18h.

27/28/29 août
▶ **Rentrée**
Universités d'été de la Rochelle 2010

4 et 5 septembre
▶ *Retraites*
Tous sur le pont ! : distribution massive de tracts pour préparer la journée d'action du 7 septembre

7 septembre
▶ *Retraites*
Journée nationale d'action pour la défense du système de retraites. Le Parti socialiste sera mobilisé dans les manifestations avec les syndicats.



Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr

socialiste souhaite être aujourd'hui l'aiguillon de cette rénovation. Il souhaite dire aux Français : oui, vous allez nous aider à choisir notre candidat, mais surtout, nous voulons vous mobiliser sur des idées, et vous mobiliser pour qu'ensemble, ensuite, on change la société.

C'est véritablement la rénovation que nous voulons.
Il est vrai que, depuis un an, les faits nous ont plutôt donné raison dans cette volonté de rénovation. D'abord les militants eux-mêmes, et je les remercie. Certains disaient : " on va enlever aux militants socialistes leur élément essentiel qui est le choix du candidat à la présidentielle ". Mais l'élément essentiel des militants est de faire passer les idées, de convaincre autour de soi, d'aider, d'accompagner. C'est être aussi des militants syndicaux, des militants associatifs… C'est cela être militant du Parti socialiste.

Quand on est militant, on souhaite convaincre, et faire militer beaucoup d'autres personnes. Les militants ont compris, avant beaucoup d'autres, que le parti sera ainsi plus grand. Je les en remercie, parce que c'est eux qui nous ont donné le coup d'envoi lors du référendum interne que nous avions organisé.
La rénovation, c'est s'ouvrir, mais c'est aussi la rénovation des idées, la rénovation des propositions, pour que les classes populaires, demain, se disent : " les socialistes au cœur de la gauche ont compris nos difficultés et sont à même de nous redonner de l'espoir pour l'avenir ".

Nous, socialistes, pensons qu'il faut la rénovation des idées, et que refuser le déclassement économique et social, proposer un nouveau modèle de société, comme nous sommes en train de le faire actuellement, c'est lutter contre ce décrochage démocratique qui nous inquiète.

Nous avons été confortés à rénover, je dirais hélas, par l'évolution même du pouvoir, du pouvoir en place, qui abîme notre démocratie. Le pacte social est précarisé. Le pacte républicain est fragilisé, c'est le bilan aujourd'hui de la présidence de Nicolas Sarkozy.

Aussi, nous nous préparons, pas seulement à succéder à l'UMP, mais à réparer la France, réparer la France, refaire une vraie République, qui donne sa chance à chacun, et refaire une démocratie ouverte, où le débat existe, où l'on n'invective pas, où l'on n'entraîne pas des contre-vérités à chaque fois qu'on parle d'un sujet, que ce soit d'une affaire ou des retraites. Notre pays a besoin de s'ouvrir et de faire revivre la démocratie. Les Français le souhaitent, les Français le veulent, et les Français sont à cette hauteur. Nous, socialistes, nous allons leur donner cette possibilité.

Réparer la France, il faudra aussi le faire sur le sujet des retraites. La réforme du gouvernement est profondément injuste et surtout totalement irresponsable car elle ne règle rien. Les Français commencent à le comprendre.

L'injustice, ils l'ont comprise. Nous n'acceptons pas que ceux qui ont commencé à travailler tôt, que ceux qui aujourd'hui ont déjà 41, 42, 43 ans de cotisations, qui sont au-delà des durées maximales, souvent usés par le travail et qui auront une espérance de vie inférieure aux autres, ne puissent pas partir à 60 ans.

C'est la mesure la plus injuste, elle ne règle que 20 % du problème. Comment qualifier autrement qu'irresponsable, une réforme qui laisse un trou de 25 milliards sur 30 milliards en 2011 et de 40 milliards sur 80 en 2050, parce qu'on n'a pas eu le courage d'aller chercher l'argent des banques ? Nous, nous disons 15 % d'augmentation de l'impôt sur les sociétés des banques pour pouvoir conforter notre Fonds de réserve des retraites. Nous devrons nous battre et continuer à nous battre pour faire changer le gouvernement.

Dès mardi, je proposerai au Bureau national que nous ayons, dans la première semaine de septembre, le week-end précédent le 7, un " Tous sur le pont " pour que nous allions vers les Français pour leur expliquer, effectivement une dernière fois, ce qu'est le projet du gouvernement et pour leur expliquer le nôtre.

Il faut une réforme des retraites, mais elle doit être juste et régler le problème du financement. Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire ce matin, avec cette démocratie et cette République abîmée, nous avons bien besoin d'une rénovation de la vie politique.

On est très très loin de la République irréprochable qui a été promise par le candidat en 2007.

Nous voulons une démocratie et une République irréprochables, et nous commençons à le faire en donnant l'exemple en notre sein.

Je vous souhaite, et je nous souhaite à tous une bonne rénovation, rénovation de notre parti, rénovation de nos idées, c'est ce qu'attendent les Français. Nous serons au rendez-vous ».

Retrouvez l'intégralité du discours de Martine Aubry sur parti-socialiste.fr

L'acte de naissance d'un nouveau Parti socialiste

La Convention nationale Rénovation s'est tenue le 3 juillet. Extraits des interventions



Harlem Désir

« Je veux avoir un mot particulier pour notre ami Arnaud qu'un petit problème de santé va tenir éloigné de nous ce matin. Je veux le remercier pour sa créativité, son audace, son énergie mis au service d'une œuvre collective : avec 400 amendements, c'est l'ensemble du parti, des militants, qui se sont appropriés cette rénovation.

Cette Convention est un petit peu particulière, elle touche à ce que nous avons de plus précieux, parfois de plus fragile : notre relation à la démocratie, aux Français, car nous ne sommes pas ici simplement pour bâtir un autre avenir pour le Parti socialiste et pour la gauche, nous sommes ici au service des Français et pour donner un autre avenir à notre pays, et il en a besoin.

Nous voulons changer la gauche aujourd'hui pour changer la France en 2012. Oui, les primaires devront être une nouvelle rencontre entre la gauche et la France et une riposte démocratique à la pratique du sarkozysme décadent. Ce seront les primaires de l'espérance retrouvée pour les Français. Le peuple de gauche, tous les citoyens de progrès vont prendre leur destin en main. C'est ce message clair et un peu révolutionnaire, que nous adressons aujourd'hui aux Français.

Limitation du cumul, parité, le renouvellement, la diversité, retisser le lien avec les milieux populaires, les militants syndicaux, les militants associatifs : voilà ce qui donnera à la gauche le visage de la France du 21e siècle, la force de gagner avec toutes les générations, tous les territoires, toutes les origines, qui doivent être représentées grâce au Parti socialiste, demain, dans toutes les assemblées.

Le non-cumul, il est assez normal que la droite nous regarde avec incompréhension quand nous le proposons : M. Woerth cumule les casquettes, Mme Boutin cumule les rémunérations, M. Estrosi cumule les appartements, et Mme Yade cumule les hôtels. Nous, nous voulons aller dans une autre direction. Notre rénovation nous voulons qu'elle soit tout entière dédiée aux Français.
À cet égard, je veux remercier Martine d'avoir tenu la promesse du 1er octobre, d'avoir su concrétiser le mandat des militants tout en préservant l'unité des socialistes, pour que l'on n'oppose pas les militants et les élus. Et surtout, je veux la remercier de le faire en étant sur tous les fronts, sur la rénovation, mais aussi sur les retraites, sur l'agriculture à Cluny, face à la droite, chaque jour, aux côtés des salariés, des jeunes, des Français qui attendent le changement.
Quel contraste entre les socialistes au travail et la droite qui déraille ! Disons-le, la rénovation que nous proposons sera indispensable à la France : après le sarkozysme, il faudra reconstruire. Car ils cassent tout, ils abîment tout. Et le pire c'est qu'ils abîment dans le cœur des Français l'image même de l'État républicain. Ce président prétendait redresser le pays, il n'a su qu'abaisser sa fonction. Les Français ne le supportent plus. D'ailleurs, il ne peut plus se rendre à leur rencontre sans être pris à parti. Ici par un agriculteur, là par un pêcheur, ailleurs par une infirmière ou par un jeune lors d'une visite nocturne et presque en catimini à la Courneuve, dans la banlieue parisienne.

Il a voulu diviser les Français, les monter les uns contre les autres, dans une société de défiance, désormais c'est de lui que les Français se défient. Ils ne supportent plus le président du boniment, qui avait promis la République irréprochable et qui n'a donné que la collusion insupportable. Collusion entre milieux d'affaires et parti au pouvoir, le mélange des genres et des comptes, les cadeaux fiscaux par millions d'euros aux amis de l'UMP, quand on impose tous les sacrifices au reste des Français, les yeux qui se détournent quand la justice signale l'évasion fiscale et les comptes en Suisse, de ceux-là même avec qui l'on dîne en ville et que l'on décore de la légion d'honneur.

C'est l'insupportable soumission du politique aux milieux d'affaires. Comment les Français pourraient-ils croire le président Sarkozy lorsqu'il prétend moraliser la vie de ses ministres ? Qu'il commence par donner l'exemple et qu'il cesse d'aller au Bristol avec son acolyte ministre trésorier Éric Woerth pour promettre à des millionnaires de l'UMP qu'il ne touchera pas au bouclier fiscal ! Qu'il se moralise lui-même en quelque sorte, ce sera un bon début.
Ce climat nauséabond que la droite a instauré ne nous donne que des devoirs, et dans ce moment, nous devons être plus fidèles encore à nos valeurs, et fiers de notre histoire.

Cette histoire, d'ailleurs, je la lis à travers les chapitres du texte qui nous est soumis pour adoption.
J'y lis Jaurès : la démocratie jusqu'au bout. J'y lis Blum : l'amour de la démocratie parlementaire. J'y lis Mendès : la République moderne. Mitterrand : conquérir la Ve République. Jospin : une certaine idée de l'éthique. Cette histoire, camarades, c'est nous, c'est vous, aujourd'hui, qui allez en écrire une nouvelle page pour la gauche, pour la France, pour la démocratie et la République. Aujourd'hui tout commence, c'est l'acte de naissance d'un nouveau Parti socialiste qui doit nous mener à la reconquête du pouvoir en 2012 ».

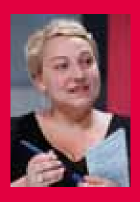


Ils-elles l'ont dit : 1ere table ronde



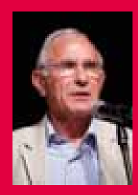
Pouria Amirshahi

« Être dans les combats sociaux, être dans le mouvement social, être présent partout où il est possible de recruter; de gagner à nous, de convaincre encore parce que l'élection présidentielle ne se gagnera pas simplement sur un rapport à la démocratie d'opinion, mais aussi sur notre capacité à créer un élan. Un élan porteur, un élan militant, un élan d'espoir, parce qu'il repose aussi, derrière, sur la certitude, ou en tout cas l'espoir sincèrement ressenti par nos concitoyens, que la gauche est prête à reprendre les rênes de la politique, à remettre de la volonté là où il n'y en a plus, et à tracer un chemin concret pour les cinq années qui viennent ».



Pascale Boistard

« L'enjeu des quartiers populaires aujourd'hui c'est de se dire : comment ces quartiers, qui se sont massivement abstenus aux dernières élections régionales, vont participer, avec nous, à la désignation de notre candidat ou de notre candidate. L'enjeu, c'est de faire de la politique avec eux, de faire de la politique en les écoutant, en les entendant, en traduisant leurs attentes. C'est en disant à tous ceux qui habitent dans ces quartiers et ailleurs : vous êtes les propres acteurs de votre avenir, vous êtes les citoyens qui devez porter cet avenir avec nous. Et nous devons construire avec vous cet avenir ».



Paul Quilès

« Il ne faut pas se tromper sur l'ordre des opérations à mettre en œuvre. D'abord les idées, le projet, le programme, et ensuite les personnes, les candidats, et pas l'inverse. L'urgence, c'est le rassemblement de toutes les forces de gauche autour d'idées et de projets. J'ai été amené à voter contre le texte car je ne suis pas d'accord avec les primaires. Je ferai quatre critiques. La première, c'est un système qui donne une importance majeure au choix d'une personne. Deuxième critique le rôle des partis est très minoré. Troisièmement : le risque que pour un euro, certains ne viennent troubler le jeu socialiste. Dernière critique, le système proposé ne correspond pas exactement au vote des militants au 1er octobre, puisqu'il y avait 69 % d'entre

Militer autrement : " libérons notre créativité ! "



David Assouline

*« **La Première secrétaire m'a chargé** de conduire une réflexion et de faire des propositions pour rénover nos pratiques et formes de militance. Par cette intervention je veux lancer ce chantier en vous proposant un état d'esprit, une méthode, et des premiers objectifs. Cette Convention est l'aboutissement de décisions qui vont donner un coup d'accélérateur au grand chantier de la rénovation du Parti socialiste. Elle n'est pas un point d'arrivée, elle est un point de départ, essentiel certes, puisque sans ces décisions concrètes, sans ce tournant audacieux voulu par les militants le 1er octobre à l'initiative de Martine Aubry, concrétisé par leurs votes le 24 juin, rien ne serait possible.*

Cette Convention permet, en fait, de débloquer ce qui était enlisé, contenu, frustré, depuis déjà de nombreuses années.

Maintenant libérons notre créativité ! Faire du Parti socialiste, une force politique en mouvement, ouverte aux citoyens et à la société, qui n'a pas d'intérêts distincts de ceux et celles que nous défendons dans leurs aspirations à une société démocratique, plus juste et solidaire, et qui donc leur ouvre les portes pour qu'ils partagent nos combats et notre organisation et pour qu'ils nous fassent partager leurs engagements et leurs façons de les porter.

*Le signal fort de cette confiance c'est la Primaire ouverte. Mais il ne faudrait pas que l'on ait décidé d'externaliser le choix de notre candidat à la présidentielle, pour mieux assumer un parti qui, lui, serait refermé sur lui-même. Au contraire, notre parti doit absolument prendre le cap de sa rénovation en profondeur, pour progressivement tourner la page de ce qui reste une anomalie : briguer des millions de suffrages et fonctionner au mieux avec 200 000 adhérents dont une centaine de milliers d'actifs.
Le nouveau Parti socialiste ne peut qu'être un parti de masse, populaire, rajeuni, constitué de la diversité sociale et d'origine de notre peuple, porteur de toutes les formes d'engagements et de militances qui oeuvrent pour la justice sociale, l'écologie et la démocratie, dans les quartiers, dans les campagnes, dans les entreprises et les lieux d'étude.*

En ce sens il ne peut qu'être un parti moderne, ancré dans son époque bien sûr, mais d'abord dans son peuple, avec les valeurs du socialisme sans cesse revivifiées au contact brûlant de l'actualité, des nouveaux enjeux et des nouveaux rapports sociaux.

Il n'en va pas seulement de la forme, car en politique la forme c'est le fond : nous ne pouvons pas exprimer et porter les aspirations de celles et ceux qui nous vivraient comme un corps étranger ou extérieurs à ce qu'ils sont et veulent.

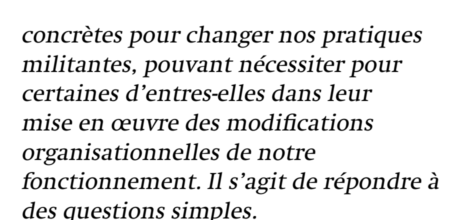
Il ne suffit plus de le dire, ni même imaginer que la direction pourrait parachuter des « mesures » capables à elles seules de concrétiser cette ambition parce qu'il s'agit d'inventer au sens plein du terme.

Inventer, nous ne pouvons que le faire ensemble, et cette fois-ci en commençant par faire émerger et remonter de toute la profondeur de notre parti, de nos sections, de nos militants et de leurs liens avec le mouvement social et sociétal, les expériences et les propositions pour changer notre façon de militer, de porter nos combats et de faire vivre notre collectivité.

Inventer, comme en sciences, c'est s'appuyer sur l'expérience et l'expérimentation, qui devra venir non seulement de chacun et de chacune mais aussi d'autres pays, en particulier européens.

Je piloterai un groupe constitué des différentes sensibilités et parcours de notre mouvement, qui se réunira et auditionnera toutes celles et ceux qui à l'intérieur ou à l'extérieur de notre parti veulent ou peuvent nous apporter un regard et/ou des propositions utiles.

Mais surtout, aujourd'hui et jusqu'à mi-décembre, est donné le coup d'envoi d'un grand « brain storming », dans toutes nos sections et fédérations, avec en point d'orgue 26 inventaires régionaux d'idées et de propositions



concrètes pour changer nos pratiques militantes, pouvant nécessiter pour certaines d'entres-elles dans leur mise en œuvre des modifications organisationnelles de notre fonctionnement. Il s'agit de répondre à des questions simples.

Comment faire, d'abord pour que nos adhérents aient envie de rester dans notre parti ? Car si nous gardions nos adhérents, nous serions probablement déjà autour des 500 000 membres.

Comment faire aussi pour attirer et garder celles et ceux qui partagent nos valeurs mais ne trouvent pas en notre sein la valorisation de leurs engagements, de leurs compétences, de leurs savoirs, de leurs expériences reconnues souvent ailleurs, dans leur métier, leur association ou syndicat.

Nous sommes un parti d'élus et souvent un parti d'aspirants à être élus. Cela prouve que nous avons la capacité à obtenir le suffrage de nos concitoyens, mais il y a toutes celles et ceux qui ne souhaitent pas devenir élu, ou qui ne veulent pas réduire leur militantisme aux seules campagnes électorales, et qui ont tant à dire et à faire avec nous pour changer la société. Ils sont nombreux et doivent pouvoir être aussi à l'aise dans notre organisation que tous les autres.

Alors comment faire pour qu'ils soient valorisés, et qu'ils apportent aux autres ; jeunes ou seniors déjà peu écoutés ailleurs ; détenteurs d'un savoir ou d'un savoir-faire ; militants syndicaux ou associatifs qui veulent prolonger politiquement leurs engagements et non pas changer d'engagements et de pratiques. Nous ne pouvons prétendre être un parti populaire, si nous ne faisons pas une place réelle, concrète, à celles et ceux qui, issus de milieux populaires, consacrent l'essentiel de leur temps et de leurs préoccupations à la satisfaction des besoins vitaux de leur famille. Ils ne peuvent militer ni avec le même activisme ni de la même manière que ce que nous leur proposons le plus souvent.

C'est donc vous militants qui allaient le dire, et proposer des formes d'organisation, de débat, de délibération, de communication, et d'actions, pour faire de notre famille politique une force en mouvement, attractive et efficace.
Dans chaque section, engagez-vous dans ce grand moment d'intelligence collective, par des réunions mais aussi sur le net, avec la coopol, sans filtre ni rabot, faites remonter à votre fédération, mais aussi au site national dédié, vos idées, propositions ou bonnes pratiques déjà en œuvre.

Voilà déjà quelques questions auxquelles il convient de répondre sans tabou, mais il y en a d'autres. À vous d'y répondre et de poser celles qui vous semblent nécessaires.

Quelles conditions d'adhésions (montant de la cotisation, accueil, formation etc ...)? Quels types et tailles de section (territoires, entreprise, thématique) ?
Je pense que nous pouvons créer par exemple des sections d'éducation populaire (chorale, activités sportives ou culturelles, université populaire), ou d'actions sociales et citoyennes (aides aux devoirs, alphabétisation, etc...).
Quels types de fonctionnement des sections (AG, groupes affinitaires et/ou fonctionnels, activités extra politiques) ?

Quels échelons de coordinations locales (villes, agglomérations, département, régions, avec quel rôle et compétence) ? Quelle place aux liens horizontaux entre tous les militants ? Quelles formes de communication entre les directions et les adhérents, et les adhérents entre eux ? Quelles formes de solidarité, de convivialité et de fraternité, dans nos rapports et nos initiatives ?

À vos stylos, à vos claviers, à vos prises de paroles, à vos sons et images, pour faire connaître à toutes et tous le nouveau Parti socialiste que vous aimez

Dans nos processus de délibération vous êtes toujours, in fine, le décideur qui vote, c'est essentiel pour un parti démocratique.

Je vous propose cette fois-ci d'être au début et à la fin : essayons cela ensemble ».



Ils-elles l'ont dit

eux qui avaient choisi "des primaires dans le cadre d'un rassemblement des forces de gauche autour d'une plate-forme commune". Tout devrait être fait d'ici l'été 2011 pour établir une plateforme législative avec nos partenaires de gauche écologistes. C'était l'objet de l'amendement que nous avons soumis. Une partie de cet amendement a été acceptée ».

Paul Alliès

« Plusieurs craintes se sont exprimées sur le fait qu'une consultation trop large, ouverte à tous jusqu'au dernier jour du vote, pourrait fausser la compétition. Ce n'est pas exclu, mais c'est peu probable par rapport aux expériences étrangères. L'objectif des primaires répond à un vrai problème politique qui est le poids de l'électorat abstentionniste qui, jusqu'au dernier jour du vote, hésite à se prononcer, ne sait pas comment se prononcer. La mobilisation de l'électorat populaire, désorienté, incertain, abstentionniste, est un problème auquel les primaires répondent. J'ai écrit qu'une forme de parti est aujourd'hui dépassée, une forme de parti très minoritaire, qui réunit 200 000 adhérents, qui doit dire quel est le bon programme, quel est le bon candidat à 20 millions d'électeurs. Du point de vue intérieur à la compétition des candidats de gauche, ou même du Parti socialiste, les primaires sont une procédure qui peut fonctionner à tout moment. Les primaires sont une occasion de s'unifier, de se mobiliser en temps réel ».

Alain Richard



« Les modalités que nous avons choisies permettent que les primaires soient un outil de rayonnement et de renforcement. Elles seront une occasion de dialoguer et de créer le lien avec des centaines de milliers de citoyens. La primaire est-elle un outil de constitution d'une coalition. La gauche a plutôt intérêt à avoir une certaine diversité de candidature au premier tour, en ayant quand même le souvenir que le maximum de diversité a créé des effets préoccupants dans le passé. Le texte que nous avons voté est un peu bref quand il dit : "les formations de gauche qui souhaitent y participer". Il faut que cela se fasse sur la base d'un accord politique et que cela comporte l'engagement de soutenir le même candidat au premier tour de l'élection



Ils-elles l'ont dit

présidentielle. Ce n'est pas une exigence ou une attitude de fermeture vis-à-vis de nos partenaires, c'est au contraire s'exprimer avec la plus grande clarté dans un contrat de confiance que nous voulons mener jusqu'au succès du candidat que nous aurons choisi en commun ».



Marie-Noëlle Lienemann

« La démocratie, ce n'est pas mettre les gens en situation de zapping ou d'arbitrage, c'est les mettre en situation d'être acteurs des choix que la société va faire. Le citoyen qui s'engage dans un processus démocratique doit avoir le sentiment qu'il va pouvoir faire avancer un certain nombre d'idées et de revendications, et pas simplement arbitrer hors sol entre des propositions qui auraient été faites par un candidat. Nous ne gagnerons en 2012 que si la gauche est unie pour porter un socle commun de changements. Le candidat doit être le porteur de ce socle commun. Le PS est un parti qui essaie d'articuler cette symbiose entre le peuple et un projet politique qui s'inscrit dans le temps et pas simplement dans l'air du temps. Nous avons demandé que se lancent des assises de la gauche, parce que ce serait un paradoxe que de dire que le peuple doit être invité à choisir le candidat, et de dire que le peuple de gauche ne peut pas être invité à débattre du contenu d'un programme et d'un manifeste commun ».



Henri Weber

« Ce n'est pas avec les primaires qu'on va reconquérir l'électorat populaire et reconstruire notre stratégie d'alliances. Nous avons trouvé dans cette procédure de primaires une manière surmonter la crise de leadership qui frappait notre parti depuis 2002. Mais comment faire en sorte qu'elle renforce le rôle et la fonction du parti et non qu'elle l'affaiblisse ? Par les modalités d'organisation de ces primaires et par les fonctions des partis politiques. Nous avons relancé les fonctions intellectuelles, théoriques, programmatiques, du parti. Nous n'avons pas relancé suffisamment la lutte idéologique. Le rôle des partis n'est pas superflu, mais ce rôle doit être modernisé. C'est ce à quoi nous nous employons ».

1ERE TABLE RONDE : « LA PRIMAIRE, MODE D'EMPLOI » ANIMÉE PAR LAURENCE ROSSIGNOL



Jean-Michel Caudron, militant à Rouen (76)

« Je suis là en tant que délégué de la Fédération de Seine-Maritime, pour défendre un amendement défendu par ma fédération. L'idée serait, pour pouvoir vraiment mobiliser l'ensemble des citoyens, de décider dans un premier temps des grandes orientations générales qui s'imposent à tous les candidats, et, par la force des débats, par la force de la dynamique et de la mobilisation des différents citoyens qui participeraient aux primaires, de construire ensuite le projet qui sera retenu par le parti. Il me semble important d'organiser cette mobilisation générale, car aujourd'hui, le pacte républicain, à cause du mélange des pouvoirs, le pacte social, avec le détricotage des valeurs du Conseil national de la résistance, sont attaqués. Il me semble donc nécessaire de reconstruire un front républicain. En 1944-1945, un front républicain, composé de gaullistes jusqu'aux communistes, en passant par les socialistes, a d'ailleurs décidé que, dans cette France que nous aimons, chacun contribue à la communauté selon ses moyens, et chacun bénéficie et reçoive de cette communauté en fonction de ses besoins ».



Bernard Barret, adhérent depuis 2009 en Savoie (73)

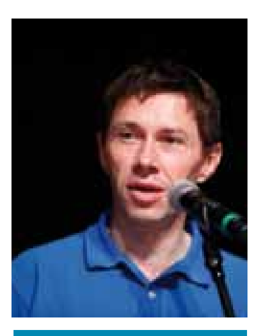
« Je viens de Chambéry, et parle au nom de mes camarades. Je souhaiterais au plus vite que le non-cumul des mandats soit respecté, compte tenu du nombre de militants qui arrivent dans nos sections. Actuellement, à Chambéry, nous avons une dizaine de camarades qui nous ont rejoints. Je pense donc qu'il serait bien que le non-cumul soit appliqué au plus vite. Je souhaiterais également revenir sur les primaires. J'ai entendu dans les discussions de sections, dans les fédérations, que nous étions également très en retard pour 2012, et qu'il fallait que nous soyons plus rapides pour désigner nos candidats et qu'ils se déclarent plus rapidement. Il serait bien par exemple qu'à La Rochelle, le 30 août prochain, tous les candidats potentiels puissent être présents, pour que nous soyons à peu près fixés ».



Pascal Buchet, Premier fédéral des Hauts-de-Seine (92). Maire de Fontenay aux roses et Conseiller général

« Nous menons une Convention sur un sujet primordial qui est la rénovation de la vie politique française. Je suis très fier que l'initiative vienne du Parti socialiste. Quand je regarde les thématiques qui sont mises au fronton de notre salle : parité, diversité, non-cumul, renouvellement et primaire, nous voyons à quel point nous embrassons l'ensemble des questions qui se posent pour rénover la vie politique française. Nous avons vu à quel point les fédérations, dont la mienne, où il y a eu 15 amendements, ont effectué un travail très riche. Dans notre fédération, nous avons souhaité que la parole puisse être donnée très largement, y compris aux jeunes de plus de quinze ans. Nous avons souhaité aussi faire participer les étrangers qui sont souvent les plus grands muets de notre démocratie. Il faudra donc veiller à ce qu'aucun de nos concitoyens, qu'aucun de ceux qui résident dans notre pays, jeune, étranger, ou moins jeune, n'en soit écarté. Ce sera là la clef de notre réussite et de notre victoire en 2012, la mobilisation de toutes les couches, y compris celles qui sont en attente de nos propositions, dans les quartiers populaires et en direction de toutes les populations ».





Pierre-Yves Le Borgn'
Premier fédéral de la Fédération des Français de l'étranger

« Je m'exprime ici au nom de la Fédération des Français de l'étranger. Nous avons à l'étranger quelques 1 500 adhérents, mais une liste électorale qui, aux élections présidentielles de 2007, comptait 821 600 personnes. En 2012, cette liste électorale comptera un peu plus d'un million de personnes, et en 2012, nous élirons des députés des Français de l'étranger dans onze circonscriptions. La fédération que je représente a voté un amendement, demandant que ces primaires, que nous soutenons, puissent également être organisées à l'étranger. Ces primaires sont source de mobilisation. Nous avons plus de 65 sections. Nous avons gagné en Europe, nous avons gagné en Afrique, nous avons gagné au Canada, et dans la moitié de l'Amérique latine. Tout ça pour dire que j'encourage à ouvrir le processus de primaires à tous les gens de gauche, à l'étranger, parce que cette source de mobilisation est une conquête de la majorité. Cela se passe dans l'ensemble de la communauté nationale, chez nous, et loin aussi ».



Nicolas Simiot,
militant à Lyon, Fédération du Rhône (69)

« Il était temps de montrer exactement quel nouveau souffle démocratique on voulait montrer. Je vois trois grands axes. Le premier, c'est le non-cumul dans le temps, le deuxième, c'est le non-cumul tout court, et le troisième, c'est la parité. En 1977, puis en 1981, souvenez-vous de l'âge qu'avaient nos candidats et nos ministres. Parce qu'en gros, ils ont pris trente ans depuis. À un moment, on incarne vraiment la jeunesse quand on la représente aussi. Le deuxième axe est le non-cumul tout court. Je fais confiance à nos sénateurs, je suis convaincu qu'un certain nombre d'entre eux montreront l'exemple, avant l'élection de 2012. Enfin, sur la parité, on a l'occasion de montrer l'exemple aux cantonales. La parité, c'est 50 % de femmes dans les candidats où on a des sortants et 50 % de femmes dans les autres cantons. C'est comme ça qu'on montrera l'exemple, tout simplement parce qu'il n'est pas question de gagnables ou pas, ce sont des gagnés tout court qu'il nous faut ».



Jean-Jacques Um
militant à Fresnes, Fédération du Val de Marne (94)

« Les primaires peuvent tourner au vinaigre si elles se transforment en foire d'empoigne entre différents candidats. Aucun projet politique, aussi crédible soit-il, aucune organisation de campagne aussi bonne soit-elle, aucune mobilisation de militants aussi bonne soit-elle ne pourra survivre et gagner dans une élection où le candidat aura été suffisamment abîmé par les attaques de ses propres concurrents. Nous l'avons vécu nous-mêmes ici, déjà, entre 2006 et 2007. On l'a vécu récemment au congrès. Mon souhait est que la direction prenne cette question à bras le corps. Elle nécessite une très grande réflexion pour qu'on mette en place très tôt un code de bonne conduite rigoureux, extrêmement cadré ».

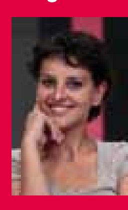


Ils-elles l'ont dit : 2e table ronde

Mehdi Ouraoui

« Grâce à Martine Aubry, et aux nombreux militants qui se sont prononcés le 1er octobre et dans cette convention, ces questions ne sont plus ni des sujets de débat ni d'incantation : nous avons une vraie volonté de représenter la société telle qu'elle est. C'est un impératif démocratique et stratégique : un parti qui représente la société est plus fort. C'est la première fois qu'un grand parti prend des engagements aussi importants. On s'est un peu trop souvent laissé donner des leçons par la droite. Nous, socialistes, nous n'avons pas d'alibis, nous avons des talents. Face à Hortefeux, condamné pour injures raciales contre un militant de son propre parti, Fillon qui va faire son panégyrique à Argenteuil et qui ne sanctionne pas ses ministres quand ils dérapent, Morano, Gaudin, Vanneste: à quoi bon avoir des alibis Rachida, Rama, Fadela, quand on tolère autant d'ignominie et d'indignité ? Sur la parité, Fillon a dit : " Nous ne laisserons plus jamais les partis politiques ne pas faire la parité ". Quand nos parlementaires ont déposé une proposition de loi pour imposer la parité, que s'est-il passé ? Les parlementaires UMP s'y sont opposés. Il y a une très grande tartufferie qui nous impose à nous d'être exemplaires, nous ouvrir et former les citoyens qui passent la porte de nos sections. Le plateau qui nous rassemble aujourd'hui est un peu à l'image de cette méritocratie socialiste que nous voulons ».

Najat Vallaud-Belkacem



« Pourquoi faut-il que la France, pays des droits de l'homme, pays de la passion pour l'égalité, soit systématiquement prise en défaut dès lors qu'il s'agit d'égalité réelle, et dès lors qu'il s'agit d'égalité entre les hommes et les femmes ? C'est vrai quand on considère l'histoire, c'est vrai aussi quand on considère l'actualité. En politique, on sait qu'en 1945, lorsque les femmes accèdent enfin au Parlement, elles sont 6 % des députés. Soixante plus tard, elles ne sont que 18 %. Il n'y a rien de plus anachronique et insupportable et totalement injustifié que la concentration actuelle des pouvoirs politiques aux mains de quelques hommes ».



Ils-elles l'ont dit



Laurence Dumont

Il n'y a pas un militant ici qui n'a pas déclaré un jour qu'il fallait ouvrir la vie politique à plus de femmes, à plus de jeunes, à plus de gens de la diversité, à plus de salariés du privé, etc. On pourrait tomber d'accord pour dire que le pouvoir, c'est comme la richesse, ça se partage. Les socialistes font ça depuis bien longtemps sur la richesse, il faut le mettre au goût du jour sur le partage du pouvoir. Il y a une question arithmétique au non-cumul, il y a aussi une question de disponibilité. Il y a enfin la question du conflit qui peut exister entre l'intérêt local et l'intérêt général. Chers camarades, ayons le courage de nos valeurs ».



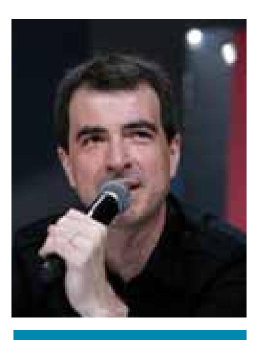
Marc Coatanea

« Sans vouloir charger la barque, pourquoi ne pas réfléchir aussi sur la limitation de cumul entre plusieurs exécutifs. Il y a beaucoup de pistes que nous n'avons pas pu trancher puisque nous posions dans ce travail de rénovation un acte majeur. Nous pourrions nous donner rendez-vous à chaque congrès pour acter ce que seraient les avancées nouvelles qui permettraient au Parti socialiste d'être toujours en avance sur son temps et sur la démocratie pour la faire vivre avec force et vigueur ».



Christophe Borgel

« Il ne s'agit pas que les votes obtenus dans cette convention, les objectifs fixés, ne soient que des principes en l'air qui ne soient pas inscrits dans la réalité vivante de nos candidats. Il y a un volontarisme politique pour y arriver. Il ne s'agit pas de tomber dans une espèce de facilité, de démagogie anti-élus. Il n'y a pas d'un côté les élus accrochés à leurs prébendes et les militants qui porteraient la rénovation. Il y a un parti qu'il faut faire avancer, et il y a un travail qu'il va falloir mener pour que ceux qui sont élus depuis longtemps pensent qu'il est temps peut-être de passer la main à de nouvelles générations, parmi lesquelles il peut y avoir la parité qui prend corps, de nouveaux visages, la diversité ».



Olivier Ferrand, Terra Nova

« La première interrogation qui revenait souvent dans nos débats de section était le risque d'infiltration. On a des exemples étrangers qui nous montrent que ce risque est évité, le nombre nous protège. Autant il est facile d'infiltrer une petite section socialiste, autant il est difficile de venir infiltrer un grand exercice démocratique. Deuxième élément : les risques d'attaques entre nous, et le risque qu'en réalité la primaire se retourne contre nous-mêmes parce que nous nous diviserions. Nous avons prévu dans le texte une charte des candidats. Dernier point sur le risque de zapping, de démocratie sondagière. La primaire est un moment de débat de fond, un moment où l'on sera capable de voir ce que nos candidats et candidates ont dans le ventre, quel est leur programme, quelles sont leurs équipes et quelles sont leurs personnalités. C'est parce qu'il y aura eu cette campagne et parce qu'il y aura eu ces échanges, ces débats de fond de qualité, que les électeurs pourront choisir en connaissance de cause, et non pas sur des a priori sondagiers ».

2E TABLE RONDE : « NON CUMUL, PARITÉ,DIVERSITÉ, RENOUVELLEMENT, MODE D'EMPLOI » ANIMÉE PAR MEHDI OURAOUI





Marie-Pierre Sadourny, Secrétaire de la Section de Saint-Cyprien (66)

« Notre parti doit donner l'exemple de la démocratie, du renouvellement, pour que notre image soit exemplaire au peuple de France et qu'il nous fasse confiance. C'est beau, c'est bien, mais la rénovation avant tout, c'est la place du militant dans notre parti, c'est la place du militant au centre du parti. Ma fédération a témoigné de son inquiétude quant au non-cumul des mandats qui pourrait nous fragiliser. Soyons contre le cumul des mandats, mais attendons d'avoir gagné la présidentielle, attendons pour légiférer et imposer ce non-cumul des mandats à tous les partis politiques. Nous aurons alors une vision différente et nous pourrons justement continuer à gagner, continuer à avancer tous ensemble ».



Stéphane Pillet, Premier fédéral de la Fédération de Savoie (73)

« Cette rénovation, c'est un électrochoc qui permet à notre parti de se relever après l'uppercut des élections de juin 2009. Ces élections nous ont appris que les mêmes questions se posaient à nous tous, partis socio démocrates européens. C'est pourquoi j'aimerais que cette rénovation se fasse au niveau européen. Cela suppose aussi que le PSE émerge vraiment comme un parti politique au niveau européen, un parti européen de militants plus qu'un parti militant européen. Nous sommes tous d'accord avec la stricte limitation du cumul des mandats. Mais il ne s'agit pas de virer les vieux pour y mettre des jeunes. Il y a des générations qui ont besoin d'être reconnues pour ce qu'elles ont fait et pour ce qu'elles font encore, il y a aussi une génération qui a besoin d'être reconnue pour ce qu'elle est, pour sa vision novatrice, pour sa capacité à faire le présent, à dessiner l'avenir. Avec ce projet, vous faites la déclaration aux jeunes qu'ils attendaient désespérément ».



Omar Masheiri (92)

« Je voudrais dire deux petits mots sur la diversité, qui est source d'espoir et de richesse dans notre pays, parce qu'on est plus de 15 millions. Ces gens se mobilisent de plus en plus et ont un poids politique de plus en plus fort, via Internet, via les fédérations qui s'associent entre elles, et ils ont bien compris l'importance de la politique. Je crois que si on avance tous avec la main sur le cœur, avec un peu de bonne volonté, la montagne qui nous attend sera finalement une douce colline ».



Claire Donzelle, Première fédérale de la Fédération de Haute-Savoie (74)

« La Fédération de Haute-savoie a présenté 23 amendements dont 20 ont été adoptés à l'unanimité. Lancer des primaires, déclarer non-socialiste le cumul des mandats, affirmer la parité, décider la diversité comme un devoir d'égalité républicaine, voilà des actes de courage propices à convaincre les adhérents de l'évolution positive de leur parti, et propices à convaincre les citoyens de la détermination du PS à apurer la vie politique et à rendre à la démocratie sa fonction primale et primordiale. Marquer un coup d'arrêt à une professionnalisation jugée anti-démocratique de la politique est la marque de notre volontarisme. En Haute-Savoie, nous avons proposé que s'applique également aux mandats nationaux la limitation dans le temps. Reste le fonctionnement du parti sur lequel les adhérents de notre fédération restent sur leur faim. Les militants attendaient de ce texte une vraie rénovation du fonctionnement du parti et de l'organisation du congrès. Les motions sont considérées par les adhérents comme source suicidaire de la division. Ils attendent une analyse critique et décisionnelle de ce fonctionnement par écurie, pardon par motion, qui perdure au-delà du temps des congrès ».



Ils-elles l'ont dit

Laurianne Deniaud

« À chaque fois que la gauche a su changer elle-même, et montrer la voie du monde qui venait, elle a transformé la politique et s'est imposée. Cela a été le cas avec les premières femmes secrétaires d'État en 1936. Des dizaines avaient trente ans en 1977, ils ont gagné les élections municipales et ils ont préparé la victoire de 1981. Cela a été le cas avec la parité de Lionel Jospin dans les années 1990. À chaque fois, les Français nous ont montré que nous avions eu raison. Il faut des élus, des élus plus jeunes, et beaucoup plus jeunes. Des élus de toutes les origines, et avec une parité totale. Il faut arrêter avec le cumul des mandats, les jeunes socialistes ont une vision exigeante, c'est le moins qu'on puisse dire, du non-cumul des mandats. Il faut finalement que nous ayons le courage de ressembler plus à cette France, et nous en sommes certains, cette France nous remerciera. Par notre confiance, notre ouverture, nous devons maintenant faire naître l'envie aux Français d'écrire l'histoire avec nous ».

Retrouvez l'intégralité des interventions sur parti-socialiste.fr



Guilhem Maistre
Militant de la Section d'Avignon (84)

« Il ne faudrait pas que nous partions d'ici en nous disant : nous avons fait la rénovation, passons à autre chose. La rénovation, c'est un combat qui doit être acharné, parce que les enjeux sont essentiels, parce que nous, socialistes, nous ne sommes pas propriétaires du Parti socialiste. Nous avons des devoirs envers le peuple, nous avons le devoir de changer la société, mais nous ne serons capables de changer la société que si nous sommes capables de changer nous-mêmes. En partant d'ici, nous pourrons dire : un pas a été fait. Mais un tout petit pas très insuffisant. Trois chantiers urgents et vitaux de la rénovation doivent être lancés, la question des adhésions ; le dépoussiérage des statuts et les procédures d'investiture. C'est au prix de ce travail, et à ce prix seulement, que nous redeviendrons capables de reconquérir le pouvoir pour opérer en profondeur des changements de société que les citoyens attendent de nous, pour plus de démocratie et plus de justice ».



Maya Akkari,
militante de la Section Grandes carrières, XVIIIe arrondissement (75)

« J'interviens au titre de la Fédération de Paris. Nous avons fait le choix, au niveau du conseil fédéral, de faire porter au national trois idées fortes. D'abord, la parité. À Paris, nous avons rédigé un amendement pour que la parité soit établie parmi les têtes de listes au Conseil général notamment. Nous souhaitons qu'il y ait aussi un travail en interne et en profondeur. Ensuite, il y a l'amendement sur le renouvellement paritaire. Aux dernières élections, il y a eu des efforts réalisés sur les listes pour qu'il y ait des camarades qui ont des origines historiques « non-européennes », mais cet effort se fait très souvent sur le collège femmes. Le dernier amendement portait sur la question du non-cumul où tout le monde a insisté pour qu'il y ait un effort au niveau fédéral pour que le non-cumul s'applique également aux maires d'arrondissements. J'imagine que Lyon et Marseille sont également concernés ».

Conclusion



François Lamy

« Mes chers camarades, avant de vous parler de la commission des résolutions et de faire son rapport, je veux réparer un petit oubli ce matin : nous n'avions pas proclamé les votes des militants du 24 juin. Je voudrais vous dire que nous avons eu 58 855 votants ; 44 990 pour, soit 83,8 % des exprimés ; 8 708 contre, soit 16,2 % des exprimés. Je vais tâcher d'être court sur le rapport de la commission des résolutions qui s'est tenue hier soir dans un bon climat.

C'était une commission des résolutions un peu à part, compte tenu de l'enjeu, et compte tenu surtout du processus d'élaboration du texte, puisque c'est l'aboutissement d'un travail qui a été engagé depuis le discours de Martine Aubry à La Rochelle. Je vous rappelle que nous avons eu d'abord le Conseil national du 12 septembre, qui a lancé le questionnaire, qui était lui-même le fruit du travail d'une commission de l'ensemble de nos sensibilités.

Nous avons eu le vote des militants le 1er octobre, qui a donné mandat à la

direction pour travailler sur un certain nombre de thématiques. Puis les travaux de la commission de la rénovation, animée par Arnaud Montebourg ; le Conseil national du 8 juin adoptant à la quasi-unanimité le texte soumis au vote des militants du 24 juin. Il était important pour la commission d'essayer d'intégrer le maximum d'amendements issus des fédérations, tout en ne dénaturant pas les différentes étapes de ce processus. 55 fédérations ont produit 380 amendements.

Nous avons travaillé pendant près de quatre heures, en mettant d'abord de côté les amendements qui étaient sans rapport avec la nature du texte mais qui pourront servir pour d'autres Conventions, et je pense tout particulièrement à la Convention sur l'égalité réelle. Nous avons remis aussi de côté tous les amendements qui remettaient en cause les votes militants des 1er octobre et 24 juin. Mais nous avons repris des amendements émanant de 23 fédérations.
Nous avons organisé un débat autour des amendements présentés par Marie-Noëlle Lienemann et Paul Quilès sur la question des primaires. Nous avons retenu qu'il était majeur de rappeler notre volonté que les primaires soient ouvertes et co-organisées avec toutes les formations de gauche qui le souhaiteraient. À cet égard, le texte propose que la direction nationale prenne les contacts nécessaires avec nos partenaires dans le but d'élaborer une plate-forme commune et qu'elle engage des discussions afin d'évaluer la possibilité d'une candidature de rassemblement désignée par les primaires. La direction présentera un bilan de l'action entreprise lorsque nous établirons notre calendrier définitif au mois de janvier 2011. Sur le chapitre des primaires, la commission a retenu des amendements proposant une grande campagne d'inscription sur les listes électorales avant la fin de l'année, et a précisé certains points sur le processus organisationnel du scrutin. D'une part, chaque parrain ne pourra soutenir qu'un candidat. D'autre part, nous avons défini les modalités de participation des Français de l'étranger au scrutin.
Nous avons parlé des conditions de transparence des listes de votants, qui ne seront pas publiques, mais qui seront consultables à la fois par les candidats et par les partis organisateurs. Nous avons précisé que la contribution qui serait demandée aux votants est bien une participation et non pas une cotisation ouvrant de nouveaux droits à l'intérieur du Parti socialiste.
Sur le cumul des mandats, la commission des résolutions, à l'unanimité, a décidé de ne pas écorner le texte. En revanche, nous avons proposé d'étendre cette disposition du non-cumul en reprenant la règle imposée par Lionel Jospin et en inscrivant aussi dans nos statuts l'interdiction du cumul d'un mandat de ministre, secrétaire d'État, avec un mandat exécutif local.
La commission des résolutions a reprécisé les compétences de la Haute autorité afin de bien clarifier le fait qu'elle ne se substitue pas aux commissions fédérales et nationales des conflits. Cette haute autorité pourra être saisie des contentieux relatifs à la composition, au fonctionnement et aux décisions des organismes centraux du parti. Elle sera une instance de cassation qui relève de la commission nationale des conflits. Enfin, la commission nationale des résolutions a étendu au bureau national la possibilité de saisine directe de la haute autorité qui était jusque-là réservée dans le texte aux seuls premiers secrétaires, pour les cas exceptionnellement graves.

Je voudrais souligner que tous les amendements qui concernaient la vie militante ont été totalement intégrés par la commission des résolutions. Ils serviront de base de travail au rapport qui a été confié à David Assouline sur les nouvelles militances.
Le texte qui est soumis au vote final de cette convention devra trouver sa traduction dans nos statuts ; il est donc, par son vote, demandé aussi à la Convention nationale d'approuver la création par le Bureau national d'une commission de réécriture des statuts qui pourra bien entendu intégrer ce qui a déjà été adopté en juin 2008, sans être toutefois ratifié par le congrès de Reims. Je crois que c'est un texte équilibré par son mode d'élaboration, bien loin d'un compromis tiède. C'est l'engagement d'une mini-révolution démocratique dont notre parti avait impérativement besoin ».

Résultat du vote

Contre : 3
Abstention : 4
Pour : 146



Universités d'été 2010

Le PS et le MJS débarquent à La Rochelle !

Pourquoi ?

Pour se former, échanger, se rencontrer et confronter les points de vue à ceux d'intervenants extérieurs, issus du monde syndical, artistique, intellectuel ou scientifique :

- Des séances plénières
- 8 ateliers formation
- 18 ateliers-débats
- Le festival du film politique

Quand, où ?

Du vendredi 27 au dimanche 29 août. C'est la rentrée politique du Parti socialiste et du Mouvement des jeunes socialistes.

À l'espace Encan et dans différents lieux de la ville.



Quoi de neuf cette année ?

Des rencontres « carte-blanche » organisées en ville pour aborder la politique sous un angle différent avec des invités venus de différents univers.

Des manifestations culturelles, des conférences sur la science ou la création artistique.

La librairie : forte de son succès de l'année dernière, la librairie verra sa superficie multipliée par deux, grâce notamment aux coups de cœur littéraires de nos responsables politiques.

Comment s'inscrire ?

Dès maintenant, réservez votre place en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete (paiement sécurisé par carte bleue), ou renvoyez-nous le bulletin ci-dessous dûment complété et accompagné d'un chèque de règlement.

Bulletin d'inscription

Nom ....

Prénom ....

Adresse ....

....

code postal ....

Ville ....

email ....

Tél ....

❐ **Tarif participant-e : 50€ (sans repas)**

Bulletin d'inscription à retourner au Parti socialiste, - La Rochelle, 10 rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07 - secteur Fédérations accompagné du chèque à l'ordre du Parti socialiste

Pour tout renseignement sur les inscriptions contacter le secteur fédérations au 01 45 56 75 18 - federations@parti-socialiste.fr

Inscrivez-vous en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete